

L'AMI DU PEUPLE,
O U
LE PUBLICISTE PARISIEN,
JOURNAL POLITIQUE ET IMPARTIAL,

Par M. MARAT, auteur de l'Offrande à la patrie,
du Moniteur, et du plan de constitution, etc.

Vitam impendere vero.

Du Jeudi 24 Mars 1791.

Conjuration des peres conscrits contre les
officiers municipaux patriotes de Douay.
— Mesures a prendre par les sections de
de la capitale pour déjouer les noirs pro-
jets de ces conspirateurs. — Feinte mala-
die du roi. — Nouvelle conspiration prête
à éclater, qu'elle a servi à former et à
couvrir.

Jusqu'ici j'ai jugé le département de Douay, les
comités vénaux et l'assemblée nationale, comme au-
roit fait un magistrat éclairé et integre, d'après
les pieces du procès. Je vais les juger comme fera
l'observateur instruit, qui connoit les masques, qui
les a souvent vus à l'œuvre, et qui est au fait de
leurs projets, de leurs ruses, de leurs tours de
passe, de leurs fourberies, de leurs perfidies, de
leurs turpitudes.

L'affaire de Douay, pendant de celle de Vernon,
a été concertée par les conspirateurs des Tuilleries
ur amener les scènes sanglantes de Nancy, les
poputer aux écrits incendiaire des prêtres revoltés
im avoir un prétexte spécieux d'aneantir la liberté
et la presse, qui seule a sauvé la patrie jusqu'

ce jour , et qui empêche les contre-révolutionnaires de rétablir le despotisme. Voici les faits , présentés dans leur vrai jour , en attendant que de nouveaux renseignemens nous mettent en état de déchirer le voile.

Un accapareur ministériel , le nommé Delraud (1), enlève des grains à Douay , qu'il dit destinés pour Dunkerque , et qui l'étoient à coup sûr pour l'ennemi qui est à nos portes. Peut-être des émissaires affidés en ont-ils eux-mêmes répandu le bruit. Bien-tôt les citoyens alarmés sur les suites de cet accaparement , accourent en foule , et s'y opposent. On demande à l'accapareur s'il a fait sa déclaration : il répond qu'il n'en n'a point à faire , qu'il est libre de charger pour Dunkerque , les grains qu'il vient d'acheter.

Le lendemain la fermentation augmente , on court à la municipalité , on la presse d'arrêter ces malversations. Sachant combien elle étoit en bute aux aristocrates du département , elle leur députe son procureur-syndic et deux commissaires , avec réquisition de déclarer si le Sr. Delraud , en faisant charger des grains sans lui avoir fait sa déclaration , n'est pas contrevenu à la loi. Pour la jeter dans de fausses démarches et avoir un prétexte de la sacrifier , ils répondent négativement. Indignés de voir les administrateurs autoriser le crime , au mépris des loix , les citoyens qui accompagnent ces députés se portent en foule aux bateaux , déchargent les grains , commencent à les faire vendre , et en déposent le prix , pour l'assurer au propriétaire. Cependant le nommé Nicolau , propriétaire réel ou fictif , court se mettre sous la protection du département avec lequel il a connivé. Sur le champ accourent à la maison commune le président et le procureur-général-syndic , enjoindre à la municipalité , de réquerir la force publique ; de là il vont chez le contre-révolutionnaire de la Noue , faire mettre la garnison sous les armes. Bientôt le

(1) Peut-être Delraud et Nicolau ne sont-ils qu'un seul et même personnage : l'exposé infidèle des faits par les comités , l'ambiguïté et l'obscurité de leur rapport pour ôter au public la connoissance de l'affaire , ne nous laisse à cet égard aucun moyen de fixer nos doutes.

directoire ordonne que la municipalité s'assemblera pour réquerir la force armée. La municipalité tremblante de faire couler le sang pour assouvir les criminels projets des ennemis de la liberté, cède toutefois à leurs instances, à leurs clameurs, à leurs menaces. Arrivent des pelotons de gardes nationaux et des détachemens de la troupe de ligne : le traître Derbais, commandant de la garde, leur ordonne de faire feu, ils mettent bas les armes. Les citoyens révoltés de la barbarie des aristocrates, se portent en partie chez le monopoleur Nicolau, premier auteur des désordres, pour le maltraiter : le procureur-général-sindic court chez le commandant faire prendre les armes à la garnison : aussi-tôt le commandant de la garde et le commandant de la place courent eux-mêmes au département pour concerter leurs opérations. Le département ordonne à la municipalité de faire publier la loi martiale. La municipalité voyant le peuple, la garde nationale et la troupe de ligne réunis, refuse de compromettre inutilement l'autorité de la loi. Les citoyens révoltés des violences et des atrocités du commandant de la garde, le punissent de la corde sans opposition. Les administrateurs du département, furieux d'avoir manqué leurs coups, et tremblans de se voir exposés aux vengeances du peuple prennent la fuite. De Lisie où ils se sont réfugiés ils écrivent mille impostures à l'assemblée. Les comités de recherches, militaires et des rapports, brochent à la hâte un rapport infidèle et tronqué.

Alquier le patelin annonce les plus alarmantes nouvelles de Douay, il demande jour pour en faire le rapport. Le moment arrivé, il tire de sa poche son fagot, il en fait lecture ; l'affaire se discute, et l'assemblée trahissante offre aux spectateurs clairvoyans une nouvelle farce qui ne seroit que ridicule, si elle n'avoit été tragique.

Commençons par relever le contraste révoltant qu'elle faisoit avec la farce naguères jouée au sujet des conspirateurs des Tuilleries (1).

Il s'agissoit de faire remettre en liberté ces chers complices, quoique les tribunaux fussent saisis de l'affaire, pour réussir elle fait donc la sourde oreille à la réquisition concertée des municipaux, et cela

(1) Voyez le N^o 406 de l'Ami du Peuple.

sur cette simple remarque d'un de ses membres ;
 » Il est temps enfin que les lois aient leurs cours
 » et qu'on cesse de venir étourdir le législateur pour
 » des choses qui ne sont pas de sa compétence ». Où étiez-vous compère Duport pour n'avoir pas rappelé au législateur qu'il pouvoit moins encore s'occuper de l'affaire de Douay que de celle des Tuileries : mais vous n'aviez pas ici des traîtres à sauver, et vous aviez des patriotes à perdre, faut-il s'étonner que vous ayez gardé le silence ! Et quoi ! l'assemblée nationale narguera-t-elle toujours effrontément la nation ! La verrons-nous toujours jouer sans pudeur le rôle de Sosie !

Ne se déclarera-t-elle juge compétente que pour faire égorgé les amis de la liberté ! Et ne se reconnoitra telle juge incompetent que pour punir les traîtres à la patrie, ses coassociés.

A peine la discussion fut-elle ouverte, que le sénat offrit l'affreux spectacle d'une conjuration, où se signalèrent à l'envi une foule de conjurés, et dans laquelle Alexandre Lameth n'a pas rougi de figurer.

Les comités avoient proposé de mander à la barre la municipalité de Douay, pour rendre compte de sa conduite ; bien surs que cette proposition ne passeroit point. Le traître Biauzat bouillant d'impatience s'y oppose le premier pour demander qu'à l'instant même la municipalité soit déclarée en état d'arrestation. En vain le juste Robespierre jette-t-il les hauts cris contre le parti atroce de condamner un accusé sans l'entendre, sa voix est étouffée par les clameurs des factieux, les uns le rappellent à l'ordre, les autres invoquent contre lui l'animadversion du corps ; révoltés, sans doute, tous également, par la crainte qu'on puisse les croire amis de la justice. Le perfide Cazalès rencherit sur Biauzat : il feint de croire que la forme du gouvernement que doit avoir la France n'est pas encore déterminée : puis attribuant tous nos maux aux entraves données au pouvoir militaire, il n'a pas honte de demander qu'il soit déclaré maître absolu d'agir à son gré, seul moyen selon lui, de prévenir des malheurs pareils à ceux de Nîmes, d'Aix et de Douay.

Renaud le Tartuffe saisissant la balle au bond, déclare qu'il ne s'oppose point à ce que cette loi ne passe, il accuse ensuite les municipaux de Douay

d'incivisme, et il rappelle que dans le mois de décembre dernier, on provoqua contre eux un décret de suspension. Le perfide ! c'étoit un titre de patriotisme. Enfin il invoque contre eux la rigueur de la loi, il requiert leur arrestation, et leur jugement par la haute cour nationale.

Lameth, le (1) courtisan trembleur, a la bassesse d'accabler des opprimés sans appui, en applaudissant à leurs oppresseurs.

Enfin Chapelier biribi ramène l'assemblée à ses principes désastreux ou plutôt à ses projets ; qu'elle avoit oubliés pour se livrer à des accès de fureur. Il s'élève contre la licence des écrits qu'il convient (2) redouter plus qu'aucun autre ; puis affichant la crainte hypocrite qu'on n'abuse du vague des expressions, il annonce que pour remédier à tout, le comité de constitution a fait des lois pénales contre les auteurs véridiques, qu'il tient toutes prêtes à être coulées à la première occasion, où le public sera absorbé par quelque fête, après quoi le décret fulminant contre la municipalité de Douay a passé sans réclamation ; sur-le-champ il a été présenté à la sanction, et les ordres d'arrêter la municipalité et de la traduire sous sure escorte dans les prisons d'Orléans ont été aussi-tôt remis à un courrier tout botté qui attendoit à la porte. N'en doutez pas, ces ordres tyranniques seront ponctuellement exécutés : ils sont lancés contre des patriotes, que les agens ministériels ne feront certainement pas échapper comme les robins rebelles de Toulouse et les officiers contre-révolutionnaires de Beford. Peut-être la municipalité est-elle déjà dans les fers ; à moins que les citoyens, les gardes nationaux et la garnison de Douay, animés du St.-zèle de la liberté, n'aient accroché, et les porteurs d'ordres et les coquins d'alguazils chargés de les mettre à exécution. Plût au ciel, qu'ils en aient eu le bon le bon esprit, et la sage précaution d'en mettre de la partie, tout le directoire du département, l'exécration de la Noue à la tête.

J'ai parlé des efforts perfides de plusieurs représentans acharnés à faire passer les officiers municipaux

(1) Alexandre.

(2) Ce paroît un roman curieux que l'historique des orgies, des débauches et des tours de chevalier d'industrie de ce vertueux et incorruptible sénateur.

paux de Douay pour de mauvais patriotes, des ennemis de la liberté. De pareilles inculpations de la part des conspirateurs Biauzat, Dumetz, Voidel, Renaud, Cazales, etc. est un beau certificat de civisme; auquel l'assemblée traîtresse a mis le sceau par son acharnement contre ces infortunés. De quelque masque que se couvrent les peres conscrits, leur rage contre tout ami de la révolution perce toujours. Ils ont déclaré les municipaux patriotes de Douay, criminels de lèze-nation, sans vouloir les entendre, sans permettre qu'on réclamât pour eux ni la raison ni la justice; puis transportés de fureur ils les ont fait jeter dans les fers pour les livrer à des monopoleurs ministériels décorés du titre de *juges d'état*, c'est-à-dire à des commissaires royaux. Ce n'est pas ainsi qu'ils en ont agi avec la municipalité aristocratique de Nancy, dont les manœuvres criminelles ont fait égorger trois mille patriotes: ils l'ont bien déclarée coupable, mais se sont hâtés de passer l'éponge sur ses forfaits, en publiant une amnistie générale. Ce n'est pas ainsi non plus qu'ils en ont agi avec la municipalité anti-révolutionnaire de Nîmes dont les complots ténébreux ont fait égorger huit cents citoyens; ils l'ont bien aussi déclarée coupable de lèze-nation; mais ils se sont contentés de la destituer. Ils en ont donc agi avec les officiers municipaux de Douay comme avec les patriotes de Nancy et les patriotes d'Agueveau: or c'est là leur donner un acte solennel de civisme. Et comment douter encore du civisme de ces officiers puisqu'ils faisoient cause commune avec le peuple, la garde nationale, et la garnison de la ville. C'est ce qui a bien paru dans la journée du 13, et c'est ce qui a forcé les administrateurs ministériels du département de prendre la fuite. Ceux-ci faisoient cause commune avec les accapareurs royaux, et l'état major de la garnison; preuve incontestable quels sont de véritables ennemis de la liberté.

Nul doute que les troubles de Douay ont été excités par les émissaires des conspirateurs des Tuilleries, par l'inferral club monarchique, dont Riquetti et Mottié sont les chefs.

En les excitant, ces infâmes conspirateurs ont eu en vue d'avoir un prétexte de sacrifier les municipaux patriotes de Douay, qui s'opposoient à l'accaparement.

parément des grains et l'approvisionnement des magasins de l'ennemi qui est sur la frontière : puis de les remplacer par des commissaires du département tout aristocratique, qui favoriseront ces accaparemens.

D'établir un moyen sûr et facile de faire passer de Douay dans toutes les places des Pays-Bas Autrichiens, tout le numéraire que le cabinet des Tuilleries enverra à nos ennemis, et cela en le cachant tout simplement sous les tas de grains de chaque cargaison.

De causer un massacre affreux qu'ils auroient attribué aux retards qu'a porté à l'action des troupes la réquisition du pouvoir civil, afin d'avoir un prétexte d'investir le roi du privilège si désiré de déployer à son gré la force publique pour soumettre les citoyens par la terreur.

Enfin d'avoir un prétexte d'imputer tous ces désordres aux écrits incendiaires des prêtres séditeux (1), et une raison spécieuse de porter atteinte à la liberté de la presse.

Attentats atroces, qui ouvriront peut-être les yeux au public ; car ce n'est jamais que par de violentes secousses que se remonte la machine politique. Que ces traîtres se hâtent donc de combler la mesure de leurs iniquités ; ils sont connus, qu'ils tremblent de payer enfin de leur tête leurs lâches trahisons.

Mais en attendant qu'ils mis au jour leurs projets criminels ; bornons-nous à celui de faire périr la municipalité patriote de Douay, et développons les moyens de le déjouer, de le faire même tourner contre ses infames auteurs.

Je propose donc aux sections patriotes d'envoyer immédiatement à Douay six commissaires choisis parmi les citoyens les plus distingués par leurs lumières et leur civisme, pour y recueillir tous les faits propres à éclaircir la trame infernale des conspirateurs.

Puis, au retour de ces commissaires, d'en nom-

(1) Rien n'est mieux fait pour dévoiler leur hypocrisie à cet égard, que l'encouragement qu'ils ont offert aux auteurs de ces écrits, en ne donnant aucune suite aux dénonciations qui en ont été faites, et en revenant sur leur décret de destitution pour faire grâce aux prêtres rebelles.

mer un chacune, également choisis parmi les citoyens les plus distingués par leurs lumières et leur civisme, qu'elles chargeront de prendre la défense des municipaux patriotes de Douay, et de surveiller la procédure de Bonne-Savardin, Riolles, Quilien, Descars, Terrasse et autres conspirateurs, que l'on veut blanchir.

Comme ces objets, vraiment nationaux, intéressent la sûreté publique, il importe que ces commissaires soient défrayés aux dépens de tous les bons patriotes de la capitale : ce qui peut aisément se faire au moyen d'une collecte faite dans les assemblées de section.

Comme les bureaux de la poste sont dans les mains des commissaires royaux, les allarmanes infidélités qui s'y commettent chaque jour, forceront ces commissaires d'avoir à leur solde deux courriers, perpétuellement occupés à aller et venir pour instruire les sections de ce qui se passe.

Enfin, comme il est probable, que les ministres, le club monarchique, Bailly et Mottié chercheront à faire assassiner ces courriers ; il importe que les sections parisiennes les prennent sous leur protection, de même que leurs commissaires.

Je conjure le club des Jacobins d'inviter immédiatement toutes les sociétés patriotiques des grandes villes du royaume à suivre l'exemple de la capitale, et d'envoyer chacune à Orléans des commissaires chargés des mêmes fonctions : seul moyen de déjouer les desseins perfides du comité des tuileries qui compose la haute cour provisoire de commissaires royaux, et l'a placé au milieu d'une ville remplie d'acépareurs ministériels, et gangrénée d'aristocratie.

Que toutes les sociétés fraternelles de la capitale s'empressent donc de porter à cet égard leur vœu à celle des Jacobins.

En attendant, je prie tous les bons patriotes qui ont des moyens sûrs de correspondance avec Douay d'y faire passer mes numéros 407, 408 et 409 ; de même qu'à nos frères infortunés, les municipaux de cette ville.

MARAT, l'ami du peuple.

DE L'IMPRIMERIE DE MARAT.